

Recherches sociographiques



Yves LAVERTU, *L'affaire Bernonville*

Ronald Rudin

Volume 37, numéro 2, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057046ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057046ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rudin, R. (1996). Compte rendu de [Yves LAVERTU, *L'affaire Bernonville*]. *Recherches sociographiques*, 37(2), 336–338. <https://doi.org/10.7202/057046ar>

Mais la présente suggestion ne vise aucunement à minimiser l'ampleur et la qualité du travail de Lamonde. Son livre est tout indiqué pour ceux qui veulent approfondir leur connaissance du XIX^e siècle canadien ou poursuivre des recherches dans ce domaine.

Jean-Guy GENEST

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi.*

Yves LAVERTU, *L'affaire Bernonville*, Montréal, vlb éditeur, 1994, 217 p.

Cet ouvrage propose l'histoire la plus complète à ce jour du périple de Jacques de Bernonville au Québec. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, Bernonville était, entre autres choses, un fervent partisan du maréchal Pétain et du gouvernement de Vichy, ainsi qu'un collaborateur nazi enthousiaste. Alors que la guerre tirait à sa fin, comme les autres collaborateurs qui craignaient pour leur vie, il se mit à la recherche d'un refuge sûr. Il le trouva au Québec, entre 1946 et 1951, grâce à une filière très bien organisée sous la forte influence de l'historien Robert Rumilly et regroupant des notables de l'élite du Québec comme Camilien Houde, René Chalout et Philippe Hamel. Pendant près de cinq ans, ces hommes ont fait de leur mieux pour mobiliser l'opinion publique en sa faveur, le présentant comme un simple partisan loyal de Pétain, lequel était alors pourchassé par les communistes dans la France d'après-guerre. Ils espéraient ainsi en faire un défenseur de certaines valeurs catholiques traditionnelles qui étaient aussi remises en question au Québec. Puisque les pressions exercées pour susciter la déportation de Bernonville venaient surtout du Canada anglais, Rumilly et ses associés tentaient d'identifier le supplice de Bernonville au sort du peuple canadien-français catholique pris au piège en Amérique du Nord. Toutefois, une telle démagogie ne permit pas de le sauver, et il fut finalement déporté au Brésil où il vécut jusqu'à son assassinat en 1972.

Au cours des dernières années, l'histoire de Bernonville a attiré beaucoup d'attention grâce surtout à une vaste documentation sur cette aventure découverte dans les documents Rumilly récemment ouverts aux chercheurs par la succursale montréalaise des Archives nationales du Québec. Lavertu est cependant le premier auteur à tenter de présenter l'histoire de Bernonville dans un texte de l'ampleur d'un livre. L'auteur, et cela est tout à son honneur, ne prétend pas offrir le fin mot de l'affaire. De fait, il exprime clairement dans l'introduction de son ouvrage que celui-ci représente essentiellement « un essai d'explication » visant à « regrouper l'essentiel des faits liés à cette histoire » (p. 16). Fidèle à sa parole, le livre consiste dans sa presque totalité en une description simple et directe des circonstances entourant le séjour de Bernonville au Québec, le tout confirmé par des entrevues avec certains participants, par une analyse des documents d'archives pertinents et par la lecture des journaux de l'époque. Malheureusement, puisque Lavertu semble s'être engagé à fournir au lecteur toute l'information disponible sur le sujet, il lui propose une longue série de citations tirées des journaux locaux, toutes à l'appui du même fait, alors qu'un exemple ou deux auraient été suffisants.

Élément encore plus important, cet ouvrage est marqué par le fait que Lavertu croit, à tort, qu'il est possible de décrire un événement historique sans y inscrire une interprétation particulière. Bien que sa modestie et son désir d'éviter « la polémique » (p. 16) soient émouvants en comparaison des prétentions exagérées de certains historiens, ils n'en sont pas moins naïfs ; il est impossible de décrire quelque chose sans imposer d'une manière ou de l'autre un certain point de vue. Il s'ensuit donc que Lavertu, tout au long de son livre, met en lumière cette petite clique de défenseurs de Bernonville comme s'ils représentaient un groupe beaucoup plus important. Il se réfère une fois à ces hommes comme représentatifs de « l'élite du Canada français, imprégnée d'un Catholicisme qu'on qualifierait aujourd'hui d'intégriste » (p. 36). Et ailleurs, il déclare, sans aucune preuve à l'appui, que « Bernonville a bénéficié de la sympathie de la majorité de la population canadienne-française » (p. 187).

Toutefois, il semble évident que le Québec, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, offrait un contexte beaucoup plus compliqué que celui que suggère Lavertu. En effet celui-ci dépeint le Québec d'après-guerre comme « une société à la veille d'amorcer une grande mutation » comme si le processus de changement qui se manifesterait par la suite dans la Révolution tranquille n'avait pas débuté longtemps avant les années 1950 (p. 181). Une telle impression est confirmée par la préface signée André Malavoy qui était un représentant du gouvernement français dans les années 1950 et qui décrit le Québec de ce temps comme assujéti au pouvoir de l'Église catholique (p. 10). De telles déclarations sont troublantes puisqu'elles contredisent la plus grande partie de l'historiographie des vingt dernières années, qui met en lumière le fait que la société québécoise s'était engagée dans un processus de changement longtemps avant les transformations profondes des années 1960. On peut toutefois se demander si Lavertu connaissait cette documentation puisqu'on ne trouve dans son livre qu'une seule référence à un ouvrage d'un autre historien et c'est à l'histoire du Canada français de Mason Wade publiée pour la première fois il y a quarante ans. Bien que la bibliographie inclue quelques études plus récentes, on n'en retrouve aucune citée dans le texte.

Si Lavertu avait consulté cette documentation, il aurait pu voir alors les partisans de Bernonville pour ce qu'ils étaient, soit des membres d'un groupe petit mais important dont les jours de gloire étaient déjà chose du passé. La période de l'après-guerre voyait l'émergence de nouvelles élites qui représentaient probablement encore plus la population en général. Dans ce contexte, il semble curieux que Lavertu néglige presque complètement le refus de l'historien Guy Frégault d'acquiescer aux plans que propose Rumilly pour venir à la défense de Bernonville (p. 143). Frégault était représentatif d'une nouvelle classe de la société québécoise dont les racines remontaient jusqu'avant la guerre et qui avait reçu une formation lui permettant de transformer les institutions qui pendant longtemps avaient tenu le haut du pavé. Toutefois, en marginalisant ainsi de telles personnalités, Lavertu donne l'impression, volontaire ou non, que les défenseurs de Bernonville ont constitué la norme.

La tendance manifestée par Lavertu à tout présenter d'une manière simpliste à l'extrême se retrouve aussi dans sa description du Canada anglais. Aucune référence dans son texte à tout élément de cette population qui aurait eu la moindre sympathie pour Bernonville ou pour l'un ou l'autre de ses semblables. Inutile de dire que les Canadiens anglais n'avaient aucune raison que ce soit d'admirer Vichy comme auraient pu le faire quelques Québécois. Toutefois, Lavertu tombe dans la caricature lorsqu'il décrit les médias anglophones comme « un bloc contre Bernonville » (p. 86) et fait mention de la population anglophone en général comme étant unanimement gaulliste (p. 44). On peut certes se demander sur quoi Lavertu

a fondé ses affirmations en l'absence de toute documentation secondaire traitant des attitudes des Canadiens anglais à l'égard de la guerre. De fait, une telle discussion était rendue impossible par la bibliographie même qui comprend, d'une part, des ouvrages sur la France et d'autre part, des ouvrages sur le Québec.

L'étude de Lavertu rappelle les travaux publiés avant les années 1960 et dont la tendance était d'opposer un Québec catholique et traditionnel à un Canada anglais séculier et progressif. Il a néanmoins raison de remarquer qu'au cours des trente dernières années, les penseurs du Québec décrivent tous leur société comme essentiellement imbriquée depuis longtemps dans le processus de modernisation. Entre-temps, des incidents comme l'affaire Bernonville qui pouvaient secouer la nouvelle perception que les Québécois s'étaient donnée d'eux-mêmes, soit celle d'un peuple d'une modernité depuis longtemps établie, étaient rapidement mis de côté. Lavertu indique de quelle manière les mémoires de René Chalout et de Lionel Groulx, deux oeuvres publiées après le début de la Révolution tranquille, ont été expurgés de toute mention d'appui à Vichy ou à des partisans comme Bernonville, comme si de telles manifestations d'un Québec plus traditionnel n'avaient jamais existé. C'est un peu l'impression que donne une récente synthèse de l'histoire du Québec selon laquelle l'attitude des Québécois durant la Deuxième Guerre mondiale a été fortement influencée par un manque d'information ou des renseignements inexacts, sans mentionner d'aucune manière l'appui réel de certains milieux envers Vichy. (Voir Paul-André LINTEAU *et al.*, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Boréal, 1986.)

Lavertu a rendu un service important en attirant l'attention des Québécois sur « l'affaire Bernonville ». Il y a danger cependant que certains marginalisent l'importance de cette affaire à cause de la manière simpliste à outrance par laquelle l'auteur traite les divers problèmes. Une telle simplification excessive touche même le dernier paragraphe du livre dans lequel Lavertu suggère des études comparatives des attitudes des Canadiens français envers les collaborateurs français et celles des Italiens et des Ukrainiens canadiens envers leurs compatriotes qui avaient aussi aidé les Nazis. En proposant une telle comparaison, Lavertu semble oublier que les Québécois étaient étrangers à l'Europe depuis près de deux siècles alors que leurs homologues Italiens et Ukrainiens comptaient à peine une génération depuis leur arrivée au pays. Nonobstant de telles simplifications excessives, l'étude présentée par Lavertu devrait susciter une plus grande considération pour la manière dont certains éléments du Québec d'après-guerre ne cheminaient pas toujours en grand triomphe vers une identité nouvelle, séculière et moins conservatrice.

Ronald RUDIN

*Département d'histoire,
Université Concordia.*
